

Que retenir de cette enquête ?

- **85% des Français estiment que la mise en œuvre d'une politique de transition énergétique est urgente**, dont même 40% très urgente. **Le principal enjeu identifié de cette transition est environnemental (46%) avant d'être politique (21%), social (17%) ou économique (16%).** Pour autant, si tous les Français reconnaissent majoritairement l'importance des enjeux écologiques, ils sont également nombreux à souligner l'importance d'une plus grande indépendance énergétique de la France, de la lutte contre la précarité énergétique et la hausse du coût de l'énergie ou encore du développement de nouveaux secteurs économiques et de la création d'emplois associés à cette transition.
- **Pour réussir la transition énergétique, 69% des Français considèrent qu'il faut d'abord développer les énergies renouvelables et ce nettement plus que la réduction de la consommation**, avant de partir à la recherche de nouvelles sources d'énergie comme les gaz de schiste, jugés d'ailleurs peu compatibles avec leur vision de la transition. **Le nucléaire divise les Français**, 52% le jugeant compatible avec la transition, contre 47% d'avis contraire. **Plus de 4 Français sur 10 estiment ensuite qu'il faut d'abord améliorer l'efficacité énergétique, quand autant citent plutôt la sobriété énergétique.** L'efficacité énergétique est plébiscitée plus que la moyenne par les personnes âgées, les cadres, les urbains et les sympathisants de Droite tandis que les économies d'énergie sont davantage défendues par les sympathisants écologistes et les centristes.
- Convaincus de la nécessité de conduire rapidement une politique de transition énergétique, **les Français se montrent relativement peu confiants envers les différents acteurs possibles de cette transition.** Ainsi, si 65% font confiance à leurs proches pour s'impliquer positivement en faveur de la transition énergétique, **ils ne sont qu'un sur deux à faire confiance aux collectivités locales, un tiers à l'Union Européenne et un sur quatre au gouvernement.** Ce scepticisme touche surtout l'opposition, mais concerne également les sympathisants de la majorité. Associations (49%) et entreprises (43% des salariés) ne parviennent pas non plus à susciter la confiance des Français. Dans une société marquée par la défiance croissante à l'égard des élus et la remise en cause généralisée de l'expertise, les Français se montrent globalement assez pessimistes sur la mobilisation potentielle des différents acteurs.

- Peu confiants envers les différentes parties-prenantes, les Français se montrent également assez peu convaincus de leur propre pouvoir d'action. Ainsi, **seul un Français sur deux (53%) a le sentiment de pouvoir agir à son niveau en faveur de la transition énergétique**, même si nombreux se disent prêts à faire des efforts à travers leurs comportements et leurs achats, notamment au sein de leur logement (comportements responsables, travaux d'isolation, mode de chauffage, etc.).

- **Amenés à signaler les principaux freins qui pourraient les empêcher de participer à la transition énergétique, les Français mentionnent avant tout des limites financières** : effort financier à produire à court terme, hausses d'impôts, et dans une moindre mesure, crainte que cela ne soit pas rentable à long terme. 42% signalent également ce qu'ils perçoivent comme un manque de volonté des pouvoirs publics. En conséquence, ils déclarent qu'ils seraient surtout incités à davantage participer par des aides financières publiques et des effets positifs sur leur pouvoir d'achat avant même les effets bénéfiques sur l'environnement.

- Invités à se projeter dans l'avenir, **les Français anticipent des effets plutôt (mais pas très) positifs de la transition énergétique sur l'économie, que ce soit en termes d'emplois (58%), de croissance économique (53%) et de compétitivité des entreprises (49%)**. En revanche, ils sont plus partagés au sujet de l'impact sur le coût de l'énergie : si 43% anticipent une baisse des prix à long terme, les Français estiment majoritairement que le coût sera plus élevé à court terme (78%) et à moyen terme (50%). De ce fait, **les Français considèrent que de manière générale les désavantages de la transition énergétique l'emportent sur les avantages à court terme, sont mitigés à moyen terme, mais estiment très majoritairement (83%) qu'à long terme, les bénéfices prennent le pas sur les inconvénients**. Ainsi, si on ne peut parler de véritable enthousiasme, les Français, dans une période où toute projection semble difficile, parviennent pour au moins la moitié d'entre eux à entrevoir d'éventuels effets bénéfiques d'une politique de transition énergétique. A condition de penser le long terme et pas uniquement le très court terme.

- Dans le détail, on observe que **les Français se montrent assez unanimes sur l'urgence de la transition énergétique, l'importance de l'enjeu environnemental** (ce qui traduit sans doute en creux la difficulté

d'appropriation des autres enjeux), **et la nécessité de la mobilisation des pouvoirs publics**. En revanche, **tous ne se perçoivent pas dotés de la même capacité d'action et ne sont pas prêts à fournir les mêmes efforts** : les plus jeunes apparaissent plus volontaires pour des efforts collectifs quand les personnes d'âge intermédiaire semblent plus repliées sur le foyer et la perspective d'une auto-production, tandis que les urbains sont plus susceptibles d'accepter l'habitat collectif et le recours aux transports en commun, et que les ruraux se déclarent davantage motivés par des achats plus onéreux mais écologiques.

Dans le détail

Partie 1 : Perception de l'importance de la transition énergétique, de ses objectifs et de ses enjeux

La transition énergétique : une urgence avant tout environnementale ...

85% des Français estiment que la mise en œuvre d'une politique de transition énergétique est urgente, dont même 40% très urgente. Seuls 15% mettent en cause le caractère impérieux de cette transition. Dans le détail, constatons que les femmes revendiquent un peu plus le caractère pressant de cette transition que les hommes (88% contre 82%), les jeunes un peu plus que les autres tranches d'âges (89% des moins de 35 ans contre 84% des plus de 35 ans), les cadres davantage que les membres des catégories populaires (89% contre 83%), les habitants du Sud-Est plus que les Franciliens (91% contre 81%) et enfin les sympathisants de Gauche davantage que les sympathisants du Front National (90% contre 74%). Malgré ces légères différences de niveau, la population française se montre quasiment unanime sur la nécessité de mener rapidement une politique de transition énergétique.

Invités à désigner le principal enjeu de la transition énergétique à leurs yeux, **les Français mentionnent en premier lieu le défi environnemental : « il s'agit de protéger l'environnement, tenir compte des limites des ressources et lutter contre le changement climatique » (46%).** Ce point est particulièrement mis en avant par les femmes (51%), les jeunes de 18 à 24 ans (57%) et surtout par les sympathisants d'Europe Ecologie – Les Verts (67%). Plus précisément, les Français estiment très majoritairement important, voire très important, de **limiter les pollutions et risques environnementaux** (96%, dont 66% très important), **d'anticiper la diminution des ressources** (95%, dont 58%) et de **lutter contre le réchauffement climatique** (89%, dont 52%).

... mais les enjeux politiques, sociaux et économiques n'apparaissent pas pour autant négligeables aux yeux des Français

L'enjeu politique et géopolitique de la transition énergétique apparaît primordial pour 21% des répondants : « il s'agit d'assurer l'indépendance et le rayonnement du pays en matière énergétique, et de prévenir les

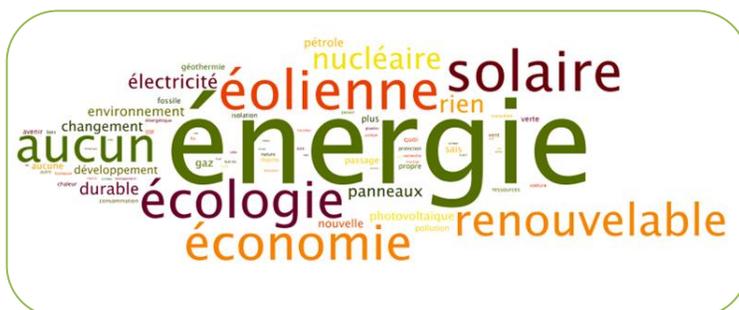
instabilités et conflits liés à la dépendance énergétique ». Cet enjeu est un peu plus cité que la moyenne parmi les hommes (25%), les Franciliens (27%) et les sympathisants de Droite (29%). Sur cet aspect, les Français jugent plus important de **réduire la facture d'importation d'énergie de notre pays** (96%, dont 55% très important), **d'être moins dépendant de pays exportateurs de sources d'énergie fossiles** (95%, dont 59%) ou encore de **devenir indépendant pour assurer la permanence de la distribution d'énergie à la population** (95%, dont 57%) que de **rayonner en matière d'avancées technologiques en matière d'énergie** (82%, dont 33%) ou que de **permettre à chacun de prendre part aux décisions en matière de politique énergétique** (76%, dont 27%). Ainsi, les Français mettent avant tout l'accent sur le souhait **d'indépendance du pays en matière énergétique**, moyen de réduire la balance commerciale, sans pour autant négliger le rayonnement au-delà de nos frontières. Notons que trois-quarts des Français jugent important de permettre à chacun de participer aux décisions en matière de politique énergétique, ce qui légitime *a posteriori* le principe de la tenue d'un Grand Débat dans les régions.

17% des Français estiment quant à eux que le premier enjeu de la transition énergétique doit être social : « il s'agit de permettre à tous l'accès à l'énergie à un prix stable et correct, sans risque pour la santé ». Cet enjeu est un peu plus cité par les personnes âgées de 50 à 64 ans (22%), les plus modestes (19%) et les sympathisants du Front de Gauche (26%). Si, mis en balance avec l'enjeu environnemental, le prisme social apparaît moins déterminant, il n'en reste pas moins que 96% des Français considèrent important, et même 54% très important, de **stabiliser et réduire à long terme le coût de l'énergie pour les ménages**. Presque autant jugent crucial de **diminuer les risques associés à la production, la distribution et la consommation d'énergie en matière de santé** (92%, dont 50%) quand plus de neuf sur dix estiment également qu'il est important de **lutter contre la précarité énergétique** (91%, dont 46%) et **d'améliorer à travers cette transition l'habitat et le cadre de vie des Français** (91%, dont 40%). Ainsi, les enjeux sociaux apparaissent loin d'être secondaires, appuyés particulièrement par les femmes, les ouvriers, les personnes de 50 à 64 ans et les sympathisants du Parti Socialiste.

Enfin, **16% désignent en premier lieu l'enjeu économique : « il s'agit de relancer la croissance et l'emploi, et d'améliorer la compétitivité des entreprises »**. Notons que cette proportion monte à 25% parmi les sympathisants du Front National. De même que l'enjeu social, si l'enjeu économique n'est guère cité en première position, 95% des Français estiment pourtant qu'il est important que la transition énergétique **soutienne l'activité et l'emploi**. Ils sont même 62% à déclarer considérer cela comme très important, soit l'enjeu le plus décisif après la lutte contre les pollutions. 94% pensent également que **le développement de nouveaux secteurs d'activité économique** constitue un enjeu important de la transition énergétique (dont 50% très

important), 92% exprimant un avis identique concernant **l'adaptation à de nouveaux métiers** (42% très important), et 90% concernant **la réduction du coût de l'énergie pour les entreprises afin d'améliorer leur compétitivité** (44% très important).

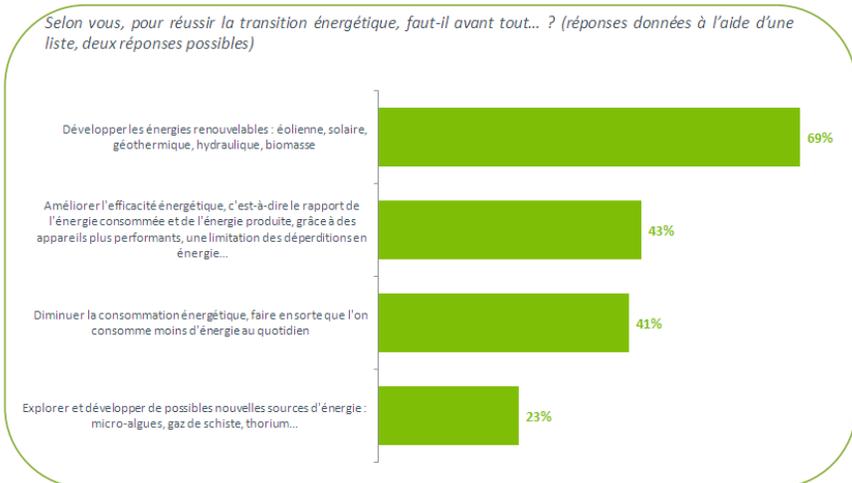
Si en fonction des situations personnelles et des opinions politiques de chacun, la focale peut légèrement se déplacer, **la transition énergétique est avant tout perçue comme une urgence environnementale**. Néanmoins, **les Français ne négligent pas pour autant les enjeux politiques, sociaux et économiques**. Dans une période de crise économique majeure, ils émettent le souhait de voir la France devenir plus indépendante en matière énergétique, mais également que la transition énergétique accompagne la reprise économique et un nouveau modèle social facilitant l'accès de tous à l'énergie pour un coût raisonnable. Invités d'ailleurs à s'exprimer spontanément sur ce qu'évoque pour eux la transition énergétique, nombre de Français citent des énergies renouvelables ou parlent d'écologie, mais une proportion non négligeable (7,5%) mobilise de prime abord le terme « économie », soit pour mentionner les économies possibles, soit en mineur pour esquisser l'émergence d'une nouvelle économie.



Le développement des énergies renouvelables, premier facteur de réussite de la transition énergétique aux yeux des Français

Pour réussir la transition énergétique, **69% des Français, et même 87% des sympathisants écologistes, considèrent qu'il faut d'abord développer les énergies renouvelables** (éolienne, solaire, géothermique, hydraulique, biomasse...). **96% considèrent en effet que ces énergies sont compatibles avec les enjeux de la transition énergétique importants à leurs yeux**, deux-tiers estimant même qu'elles sont tout à fait compatibles. **Seul le nucléaire est également jugé compatible avec les enjeux de la transition énergétique par une courte majorité de Français** (52%, dont 18% tout à fait). Sur cette source d'énergie, les avis sont donc assez divisés, les hommes, les personnes âgées et les sympathisants de Droite soutenant majoritairement la compatibilité du nucléaire avec la transition, quand les femmes et les sympathisants de Gauche réfutent cette adéquation. Seuls 10% des sympathisants écologistes estiment ainsi que le nucléaire est cohérent avec leur vision de la transition énergétique. Notons que **66% des Français jugent incompatibles les énergies fossiles et la transition**

énergétique, 69% étant du même avis en ce qui concerne les gaz de schiste. Dans le détail, on observe que les gaz de schiste sont davantage jugés compatibles avec la transition énergétique par les plus aisés (44% contre 30% en moyenne) et les sympathisants de Droite (37%).



Plus de quatre Français sur dix estiment ensuite que pour réussir la transition énergétique, il faut améliorer l'efficacité énergétique, c'est-à-dire le rapport de l'énergie consommée et de l'énergie produite, grâce à des appareils plus performants, une limitation des déperditions en énergie, etc. (43%) et autant qu'il faut **diminuer la consommation**

énergétique, faire en sorte que l'on consomme moins d'énergie au quotidien (41%). Ainsi, les Français considèrent autant qu'il faut mettre l'accent sur l'efficacité énergétique que sur la sobriété énergétique, signe que si les Français sont prêts à faire des efforts, ils attendent également d'être aidés par la technologie et les progrès scientifiques. Dans le détail, l'efficacité énergétique est davantage citée par les personnes âgées de 65 ans et plus (53%), les cadres (53%), les sympathisants de Droite (52%) et les habitants des grandes villes (48%), tandis que la sobriété énergétique est davantage prônée par les sympathisants écologistes (57%) et ceux du MoDem (59%). Enfin, 23% pensent qu'il faut en priorité **explorer et développer de possibles nouvelles sources d'énergie** : micro-algues, gaz de schiste, thorium.... Cette piste est privilégiée plus que la moyenne par les hommes (26%), les plus âgés (30%), les plus aisés (38%) et les sympathisants UMP (31%).

Partie 2 : Rôle des différents acteurs et implication personnelle dans la transition énergétique

Une confiance limitée dans les pouvoirs publics pour s'impliquer positivement en faveur de la transition énergétique

Les Français estiment donc urgent de développer une politique de transition énergétique. Mais qui sont les acteurs susceptibles à leurs yeux de mener à bien cette politique ? Environ **deux-tiers des Français (65%) déclarent faire confiance à leurs proches pour s'impliquer positivement en faveur de la transition énergétique**. Cette proportion descend à 60% parmi les ruraux et les sympathisants de Droite mais atteint 72% dans le Sud-Est et 78% parmi les sympathisants d'Europe Ecologie – Les Verts.

Seul un Français sur deux exprime sa confiance envers sa commune (50%), sa Région (49%), son intercommunalité (49%) ou encore son Département (48%) pour prendre part positivement à la transition énergétique. Certes, **les collectivités locales inspirent plus confiance que l'Union Européenne (36%) ou que le gouvernement (25%), mais les taux de confiance restent assez faibles**. Observons que la **confiance exprimée dépend avant tout de la sympathie partisane des répondants** : ainsi les sympathisants de la majorité indiquent davantage faire confiance aux échelons locaux et au gouvernement que les sympathisants de Droite et d'Extrême-Droite. Toutefois, seule une minorité des sympathisants de Gauche exprime sa confiance envers le Gouvernement (45%) pour s'impliquer positivement en faveur de la transition énergétique. On constate également que les plus jeunes se montrent en général davantage confiants, particulièrement envers les collectivités locales (67% pour leur Région, 62% pour leur Département, 60% pour leur intercommunalité et 63% pour leur commune) et l'Union Européenne (52%). En revanche, les personnes de 35 à 49 ans apparaissent en général plus méfiantes quant à la capacité des différents acteurs à jouer un rôle positif dans la transition énergétique.

Même **les associations et ONG** desquelles sont membres les Français ne reçoivent la confiance que de 49% des interviewés (55% dans les plus grandes villes et 64% parmi les sympathisants de Gauche). 43% des salariés mentionnent avoir plutôt confiance dans **leur entreprise** pour s'impliquer positivement en faveur de la transition énergétique.

Ainsi, il semblerait que **les Français privilégient une action de proximité, incarnée tout d’abord par les citoyens et les collectivités locales, croyant assez peu à une action impulsée au niveau national ou européen**. Dans une société marquée par la défiance croissante à l’égard des élus et la remise en cause généralisée de l’expertise, les Français se montrent globalement assez pessimistes sur la mobilisation potentielle des différents acteurs.

Seul un Français sur deux a le sentiment de pouvoir agir à son niveau en faveur de la transition énergétique, même si nombreux se disent prêts à faire des efforts à travers leurs comportements et leurs achats

Seuls 53% des Français ont le sentiment de pouvoir agir à leur niveau en faveur de la transition énergétique, dont 10% tout à fait. A l’inverse, 47% ont le sentiment de ne plutôt pas (38%) ou pas du tout (9%) être en mesure d’œuvrer en faveur de cette transition. Les plus nombreux à se sentir capable d’agir en ce sens sont les personnes sans enfant (55%), les propriétaires (56%), les habitants des petites villes de 2 000 à 10 000 habitants (64%) ainsi que les sympathisants de Gauche (59%) et notamment d’Europe Ecologie – Les Verts (74%). En revanche, les employés (46%), les parents (49%), les habitants des plus grandes villes (50%), les locataires (49%) ainsi que les sympathisants du Front de Gauche (43%) se montrent plus sceptiques sur leur capacité à changer les choses à leur niveau.

Pourtant, **lorsqu’on les interroge, les Français indiquent déjà adopter ou - plus souvent - être prêts à adopter de nombreux comportements en faveur de cette transition énergétique**. On le sait, fréquemment, les Français déclarent plus qu’ils ne le font réellement, adopter des comportements vertueux. On le sait également, les Français se déclarent souvent plus volontaires que téméraires. Reste que la hiérarchie des comportements que les Français se racontent déjà effectuer tout comme celle relative aux comportements envisageables est empli d’enseignements. Ainsi, au sein de leur logement, 36% ont le sentiment de déjà **adopter des comportements quotidiens favorisant les économies d’énergie** (comme baisser le chauffage, éteindre les lumières, utiliser les programmes « écos »...) quand 31% se disent tout à fait prêts et 26% plutôt prêts à le faire. Concernant l’habitat, 87% ont adopté (17%) ou se disent prêts à **adopter (70%) un mode de chauffage plus économe en énergie** quand 22% mentionnent avoir déjà **réalisé des travaux d’isolation** pour 62% qui se disent prêts à le faire. Une très large majorité de Français se déclare également prête à **privilégier de nouveaux matériaux et respecter de nouvelles normes** pour la construction ou des travaux dans leur logement (84%, dont 9% qui indiquent l’avoir déjà fait), ou encore à **installer chez eux des outils de contrôle de leur consommation énergétique** (79%, dont

13% qui indiquent l'avoir déjà fait). Si les Français semblent ainsi prêts à de nombreux efforts au niveau de leur logement, ils sont en revanche plus réticents à **habiter en immeuble** (46% le faisant déjà ou étant prêts à le faire) ou à **habiter un logement plus petit**, comptant moins de m² par habitant (37%). Ces réticences sont particulièrement répandues auprès des propriétaires, des personnes âgées et des foyers les plus aisés.

Concernant les achats, 90% des Français indiquent déjà (18%) ou être prêts (34% tout à fait pour 38% plutôt) à **privilégier les circuits courts, les produits locaux** lors de leur achat. Le mouvement qui encourage les consommateurs à acheter des produits de saison dans un rayon limité autour de leur domicile, apparaît donc en adéquation avec les efforts que sont prêts à consentir les Français à l'avenir, même si pour le moment moins d'un Français sur cinq indique avoir déjà pris ce réflexe. Les Français sont déjà un peu moins nombreux à se dire prêts à **payer plus cher à l'achat ce qui est économe en énergie** (comme les appareils électroménagers mais aussi les fenêtres, etc.) : seuls 15% indiquent déjà le faire, quand 13% se décrivent comme tout à fait prêts et 37% plutôt prêts à le faire. Et ils ne sont qu'une minorité à être prêts à **payer plus cher des produits taxés en raison de leurs émissions carbone** pour financer en contrepartie des travaux d'économie d'énergie (39%).

Pour ce qui a trait aux déplacements, 72% se disent prêts à **changer leurs modes de déplacement pour qu'ils soient moins coûteux en énergie** en ayant davantage recours au vélo, à la marche à pied, aux transports en commun, au covoiturage... 21% déclarent même avoir déjà fait des efforts sur ce point (29% des plus jeunes, 29% des Franciliens et 26% des habitants des plus grandes villes). 71% se disent également prêts à **réduire le nombre et la distance de leurs déplacements professionnels et personnels** (dont 20% estimant l'avoir déjà fait). Et enfin, 62% indiquent être prêts à **acheter un véhicule plus cher mais moins consommateur d'énergie** (dont 7% qui indiquent l'avoir déjà fait). Toutefois, notons que sur ces comportements, les Français se déclarent le plus souvent « plutôt » et non « tout à fait » prêts, faisant preuve d'un engagement limité. En outre, l'on sait qu'un écart est souvent relevé entre les déclarations d'intention et la réalité des comportements.

Deux autres gestes ont été testés au sujet de la production d'énergie : 59% mentionnent être prêts à **investir pour produire eux-mêmes tout ou partie de leur énergie** (24% ayant déjà franchi le pas ou étant tout à fait prêt à le faire), quand 39% sont prêts à **participer directement au financement de projets locaux de production d'énergie** (éolien, solaire, bois...), seuls 11% l'ayant déjà fait ou déclarant être tout à fait prêts à le faire.

Dans le détail, les **femmes apparaissent globalement plus volontaires que les hommes**, sauf en ce qui concerne l'extinction de l'éclairage public inutile (84% contre 88%), l'investissement pour produire soi-même son énergie (55% contre 63%) ou le financement de projets locaux de production d'énergie (36% contre 42%). **Les plus jeunes se montrent particulièrement partants** pour privilégier de nouveaux matériaux (91%), changer de modes de déplacement (82%) ou se lancer dans le financement de projets locaux (48%). Quant aux personnes de **35 à 49 ans**, elles se déclarent moins prêtes à l'achat d'un véhicule économe (53%) mais davantage pour investir pour produire leur énergie (64%). Les personnes âgées se révèlent peu prêtes à faire des concessions sur leur habitat et leur mode de chauffage, mais celles ayant atteint l'âge de 65 ans acquiescent davantage que la moyenne à l'idée de favoriser les achats locaux (93%) ou de payer plus cher pour des produits économes (74%).

Les membres des catégories populaires apparaissent plus réticents aux différents efforts envisagés, notamment financiers. En revanche, ils acceptent davantage l'idée d'habiter dans un immeuble collectif (50%) ou de réduire l'éclairage nocturne (89%). A l'inverse, les personnes les plus diplômées et les plus aisées envisagent davantage les différents efforts, sauf concernant la superficie des lieux de vie (seulement 20% des foyers les plus riches se disent prêts à réduire la taille de leur logement contre 37% en moyenne). Les **habitants de région parisienne se déclarent moins prêts aux différents efforts, tout comme en général les habitants du Sud-Ouest**. Quant aux ruraux, ils sont **plutôt volontaires**, mis à part sur la question des modes de déplacements (65%), ayant sans doute moins accès à des solutions alternatives, ainsi que sur la question de l'habitat collectif (17%). A l'opposé, **les habitants des grandes villes** se disent davantage prêts à des efforts sur leurs modes de déplacement (79%). **De même, les propriétaires apparaissent davantage résolus aux efforts**, sauf pour l'habitat collectif (33%) et la restriction des m² (34%). Notons que 79% de ceux qui se sentent mal isolés sont prêts à un effort sur ce point (contre 84% en moyenne), quand les personnes chauffées au gaz apparaissent en retrait sur la quasi-totalité des dimensions. Les **adeptes de la marche à pied sont davantage motivés** pour tous ces efforts, notamment par rapport aux personnes véhiculées. On observe également que 65% de ceux qui considèrent avoir un accès difficile aux transports en commun se disent prêts à changer leurs modes de déplacement (contre 73% en moyenne).

Enfin, on retrouve des différences en fonction de la proximité politique des répondants : en effet, les **sympathisants de Gauche indiquent souvent être davantage prêts aux efforts**, surtout lorsqu'ils se disent proches d'Europe Ecologie – Les Verts, mais moins lorsqu'ils se sentent proches du Front de Gauche. **Quant aux sympathisants du Front National, ils sont systématiquement plus réfractaires à l'adoption de ces gestes.**

Des freins et des leviers avant tout économiques

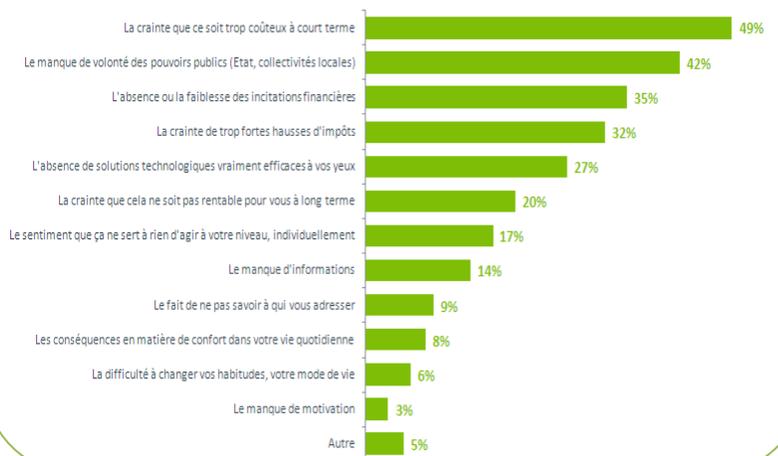
Amenés à signaler les principaux freins qui pourraient les empêcher de participer à la transition énergétique, les Français mentionnent avant tout des limites financières : en effet, 49% indiquent craindre que cela soit **trop coûteux à court terme**. Cette entrave est particulièrement signalée par les jeunes de 25 à 34 ans (57%), les professions intermédiaires (56%), les ruraux (54%) et ceux qui perçoivent avant tout l'enjeu social de la transition énergétique (56%). 35% déplorent **l'absence ou la faiblesse des incitations financières**, ce point étant davantage regretté par les personnes de 65 ans et plus (41%) et les ouvriers (43%). Enfin, 32% anticipent de **trop fortes hausses d'impôts** (40% à l'UMP) et 20% appréhendent que cela ne soit **pas rentable pour eux à long terme**.

Toutefois, il ne s'agit pas des seuls freins existants. En effet, dans un pays étatique où la puissance publique est souvent sollicitée, 42% signalent également ce qu'ils perçoivent comme un **manque de volonté des pouvoirs publics**, en cohérence avec les faibles taux de confiance relevés envers l'Etat et les collectivités locales. Les hommes (48%) et les sympathisants écologistes (64%) sont particulièrement critiques sur ce point. 27% considèrent qu'ils sont freinés dans leur participation par **l'absence de solutions technologiques vraiment efficaces** à leurs yeux.

Là encore, les hommes se montrent particulièrement sensibles à cet aspect (31%), tout comme les plus diplômés (32%). 17% se disent peu motivés par **le sentiment que ça ne sert à rien d'agir individuellement à leur niveau**, les jeunes et les sympathisants du Front National citant davantage ce frein que la moyenne des répondants (respectivement 24% et 25%). Ensuite, 14% citent **le manque d'informations**, 9% **le fait de ne pas savoir à qui s'adresser**, et seulement 8% **les conséquences en matière de confort**, 6% **la difficulté à changer ses habitudes** et 3% **le manque de motivation**.

En toute logique, les principaux leviers identifiés par les Français sont également avant tout économiques. Les Français déclarent ainsi qu'ils seraient incités à participer à la transition énergétique par **des incitations**

Quels sont les principaux freins qui pourraient vous empêcher de participer à la transition énergétique ?
(réponses données à l'aide d'une liste, trois réponses possibles)



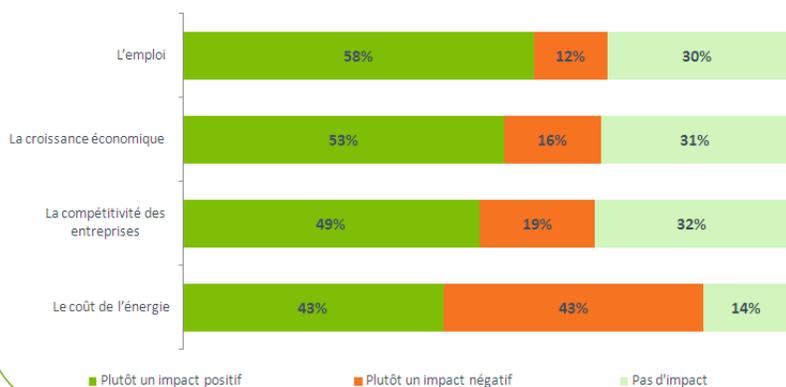
financières sous forme de crédits d'impôts ou d'éco-prêts (50%) ainsi que par le fait de voir que cela améliore leur pouvoir d'achat (50%). Tandis que le premier point est davantage incitatif pour les propriétaires (54%), les personnes habitant en maison individuelle (54%) et les personnes font le foyer a un revenu compris entre 3500 et 5000 € par mois (58%), le second est davantage mis en avant par les jeunes de 25 à 34 ans (59%), les catégories populaires (54%) et les foyers aux revenus plus modestes, entre 1200 et 2300 € par mois (54%).

Alors que l'enjeu environnemental était perçu comme le premier de la transition énergétique, les Français sont un peu moins nombreux à déclarer qu'ils seraient encouragés dans leur participation par le fait de voir les effets positifs sur l'environnement (42%). Les plus nombreux à y voir un levier sont les femmes (46%), les jeunes de 18 à 24 ans (53%), les cadres (61%) et les sympathisants d'Europe Ecologie (54%). Un peu plus d'un tiers d'entre eux cite parmi les principaux leviers les effets bénéfiques sur la qualité de vie (36% ; 45% des Méditerranéens) ainsi que l'existence de technologies attrayantes et faciles à utiliser (36% ; 39% des hommes et 43% des titulaires d'un Bac+2). En revanche, sont moins perçus comme des leviers potentiels l'éco-étiquetage permettant de se renseigner facilement sur l'impact environnemental des produits (18%), le fait de savoir que beaucoup de personnes dans son entourage agissent de manière identique (13% ; 20% des plus jeunes), l'existence de services proches de conseil aux particuliers (10%) ou encore le fait de pouvoir participer financièrement à des projets locaux de production d'énergie renouvelable (5%).

Partie 3 : Anticipation de l'impact de la transition énergétique sur l'économie et la compétitivité

Une anticipation plutôt positive des effets de la transition énergétique sur l'économie mais partagée sur le coût de l'énergie

Selon vous, la transition énergétique va-t-elle globalement en France avoir un impact plutôt positif, plutôt négatif ou ne va-t-elle pas avoir d'impact sur ... ?



Alors que la lutte contre le chômage constitue aujourd'hui la première des priorités attribuées au gouvernement, **58% des Français pensent que la transition énergétique aura plutôt un impact positif sur l'emploi**, contre 12% qui craignent un

impact négatif, et 30% qui n'anticipent aucun impact. 53% estiment également que la transition sera porteuse de conséquences plutôt positives sur **la croissance économique** (pour 16% un impact négatif et 31% pas d'impact), et 49% sur **la compétitivité des entreprises** (pour 19% un impact négatif et 32% pas d'impact). Ainsi, si on ne peut parler de véritable enthousiasme, la moitié des Français, dans une période où toute projection semble difficile, parvient à percevoir les éventuels effets bénéfiques d'une politique de transition énergétique. Les plus nombreux à porter ce scénario positif sont les personnes qui habitent dans une grande ville et les sympathisants d'Europe Ecologie – Les Verts.

En revanche, les Français sont plus divisés lorsqu'il s'agit de prévoir les effets sur le coût de l'énergie. **Si 43% estiment que la transition aura plutôt un impact positif sur ce coût, autant estiment que cet impact sera plutôt négatif** (14% n'anticipant aucun impact). Seuls les habitants d'immeubles HLM (52%) et les sympathisants de Gauche (51%), a fortiori d'Europe Ecologie – Les Verts (64%), pensent majoritairement que cet impact sera positif. Plus précisément, si on leur pose la même question **à différentes échelles temporelles**, 78% des Français pensent, qu'à court terme, l'énergie leur coûtera plus cher en raison de la transition énergétique. A moyen terme, 50% des Français estiment encore que cela leur coûtera plus cher, contre 18% moins cher, et 30% le même prix. **C'est seulement à long terme que les Français anticipent une baisse des prix de l'énergie sont plus nombreux que ceux qui anticipent une hausse : 43% contre 33%.**

Des bénéfiques qui l'emportent sur les désavantages... mais seulement à long terme

Une nouvelle fois invités à se projeter dans un futur plus ou moins lointain, **78% des Français estiment qu'à court terme, les désavantages de la transition vont l'emporter sur les bénéfiques. A moyen terme, ils sont partagés, 47% pensant que les désavantages l'emporteront toujours, contre 49% défendant l'hypothèse d'une balance penchant déjà du bon côté.** A ce stade, le ratio gains / pertes est majoritairement positif pour les jeunes de 18 à 24 ans (68%), les plus diplômés (54%), les habitants de l'Est (58%), et les sympathisants de Gauche (62%, et 66% pour les sympathisants écologistes) ou du MoDem (73%). A l'inverse, ce ratio est majoritairement anticipé comme négatif par les personnes de 50 à 64 ans (52%), les peu ou pas diplômés (51%), les habitants de la région parisienne (55%) et les sympathisants d'Extrême-Droite et de Droite (58%). **A long terme, ce sont 83% des Français qui sont d'accord pour dire que les bénéfiques finiront par supplanter les inconvénients.** Ce scénario est envisagé par toutes les catégories de population mais surtout par les jeunes de 18 à 24 ans (91%), les plus diplômés (87%), les habitants des grandes villes (87%) et la quasi-totalité des sympathisants écologistes (97%).

